

s'il y a lieu, le gouvernement songe-t-il afin d'arrêter cette chute de prix inouïe? A l'heure actuelle, le grossiste touche plus, pour classer et emballer les œufs, que l'aviculteur.

M. l'Orateur: L'honorable député voudra bien inscrire sa question au *Feuilleton*.

(Texte)

L'ASSURANCE-CHÔMAGE

ÉTAT DE LA CAISSE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Théogène Ricard (Saint-Hyacinthe-Bagot): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre du Travail. Étant donné que plus d'un demi-million de Canadiens retirent des prestations d'assurance-chômage, l'honorable ministre voudra-t-il nous dire dans quel état financier se trouve actuellement la Caisse d'assurance-chômage?

(Traduction)

L'hon. A. J. MacEachen (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, je serai heureux de répondre à cette question de nature statistique, si mon honorable ami veut bien la faire inscrire au *Feuilleton*.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition): A cet égard, monsieur l'Orateur, et vu que le rétablissement de la caisse d'assurance-chômage en faillite avait été mentionné comme l'un des sujets auquel il faudrait accorder la préférence, je demanderai au ministre si c'est simplement par coïncidence qu'elle ne figure pas sur la liste des questions qui seront mises en délibération avant l'ajournement de la Chambre pour les vacances d'été.

L'hon. M. MacEachen: Monsieur l'Orateur, le premier ministre a exposé l'intention du gouvernement, en ce qui concerne toute mesure tendant à modifier la caisse d'assurance-chômage, dans le débat de l'Adresse en réponse au discours du trône, et cette intention n'a, jusqu'ici, subi aucun changement.

Le très hon. M. Diefenbaker: Ce n'est toujours pas la réponse à la question. Le gouvernement a-t-il l'intention de présenter, avant les vacances d'été, une mesure tendant à rétablir cette caisse?

Une voix: Quelles vacances? (*Exclamations.*)

Le très hon. M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, je me demande s'il serait possible de faire taire les perroquets là-bas.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît! Il est tout à fait impossible à l'Orateur d'entendre les questions si l'ordre n'est pas rétabli.

[M. Rapp.]

L'URANIUM

RÉGULARISATION DU CONTRAT EN SOUFFRANCE DE LA MINE GUNNAR

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, je désire poser au secrétaire parlementaire du ministre du Commerce, une question parfaitement acceptable. Je regrette de ne pas lui avoir donné de préavis, mais la question s'est trouvée noyée dans les documents relatifs au Columbia. Le secrétaire parlementaire voudrait-il faire savoir à la Chambre ce que le gouvernement a l'intention de faire de 1,200,000 livres d'oxide d'uranium et du contrat en souffrance de la mine Gunnar?

M. l'Orateur: Aussi importante que soit cette question, elle n'est pas de celles qui doivent être posées en ce moment. L'honorable député voudrait-il faire inscrire sa question importante au *Feuilleton*?

M. Herridge: Monsieur l'Orateur, je désire déclarer mon intention de la poser à 10 heures.

LES RELATIONS AU SEIN DU COMMONWEALTH

LA TRINITÉ—CONFÉRENCE POUR RESSERRER LES LIENS AVEC LE CANADA

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Thomas M. Bell (Saint-Jean-Albert): Monsieur l'Orateur, j'aurais une question à poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le ministre sait-il que le premier ministre de Trinidad a annoncé, lundi, certains détails au sujet d'une conférence à être tenue à un niveau élevé au sujet des liens plus étroits à établir avec le Canada? Si oui, pourrions-nous connaître ces détails et avoir l'assurance que le gouvernement participera avec enthousiasme à cette conférence?

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas lu la nouvelle dont parle mon honorable ami. Lors du passage à Ottawa du premier ministre de Trinidad, le premier ministre du Canada et moi-même avons eu des pourparlers avec lui au sujet des relations plus étroites à entretenir avec les pays des Antilles, membres du Commonwealth. C'est une question à l'étude et dès que nous en aurons parlé avec tous les pays en cause, nous serons en mesure de faire une déclaration plus précise.

M. Bell: Le ministre sait-il que le sérieux président du Conseil privé préconise depuis de nombreuses années des liens plus étroits, ce qui pourrait constituer une promesse du gouvernement de passer à l'action au sujet de cette question très importante, particulièrement pressante de nos jours à cause de la